BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

## BODACC « A »

## Annonce n° 2889

## 92 – HAUTS-DE-SEINE

## TRIBUNAL DE COMMERCE DE NANTERRE

## Jugement d'ouverture

*Date :* 12 décembre 2024.
Jugement d'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire.
850 405 739 RCS Nanterre.
**DATAHAWK TECHNOLOGIES.**
*Forme :* Société par actions simplifiée.
*Activité :* la conception, l'édition, le développement et l'exploitation de sites internet et mobiles, dans tous domaines d'activités, permettant notamment l'importation et l'exportation de produits matériels et immatériels dans le monde, la création et l'exploitation de marques en compte propre ou pour le compte de tiers, l'analysé et l'exploitation de données, le développement de produits matériels et immatériels dans le monde; la réalisation de prestations de services, de conseils, de formation, dans tous domaines d'activités, permettant notamment l'importation et l'exportation de produits matériels et immatériels dans le monde, la création et l'exploitation de marques en compte propre ou pour le compte de tiers, l'analysé et l'exploitation de données, le développement de produits matériels et immatériels dans le monde..
*Adresse :* 6 Rue des Bateliers, 92110 Clichy.
*Complément de jugement :* Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 6 novembre 2024 désignant administrateur Selarl El Baze Charpentier Mission Conduite Par Me Hélène Charpentier 17 Place BEFFROY 92200 Neuilly-sur-Seine avec les pouvoirs : assistance, mandataire judiciaire Selarl C.Basse Mission Conduite Par Me Christophe Basse 171 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92200 Neuilly-sur-Seine Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.